

Paru :
**Un nouveau numéro de la revue
« Économie et Statistique »**

Avertissement

Économie et Statistique est une revue scientifique dont la publication est assurée par l'Insee. Les articles qui y paraissent sont publiés sous l'unique responsabilité de leurs auteurs. Ils n'expriment aucune position officielle et n'engagent ni l'Insee, ni les autres institutions auxquelles ces auteurs appartiennent.

Cette nouvelle publication d'*Économie et Statistique* (n°460-461) rassemble des articles consacrés **aux prix à la consommation, ainsi qu'à des sujets de société et environnementaux**. L'ouvrage est mis à la disposition des journalistes intéressés :

Le 19 novembre 2013, à partir de 10h00

Bureau de presse de l'Insee

bureau-de-presse@insee.fr - Tél. : 01 41 17 57 57

Sommaire

PRIX

Les ajustements individuels de prix à la consommation en France : de nouveaux résultats sur la période 2003-2011

La crise économique a peu modifié le comportement microéconomique d'ajustement des prix : 17 % des prix changent chaque mois en moyenne. Un changement sur cinq est lié aux promotions (un sur trois aux États-Unis). Les promotions contribuent plus à la variabilité de l'inflation qu'à son niveau.

Nicoletta Berardi, Erwan Gautier et Hervé Le Bihan

SOCIÉTÉ

L'impact local des radars fixes sur les accidents de la route : un effet important après l'installation mais plus réduit à long terme

La comparaison entre communes équipées ou non montre que l'installation de radars fixes dans celles de moins de 6 000 habitants réduit immédiatement le nombre d'accidents corporels de près de deux sur dix et le nombre de décès de 40 %. Cet effet décroît au-delà de 6 mois tout en restant important.

Sébastien Roux et Philippe Zamora

MICROÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Introduction : L'évaluation économique des services ou des dommages liés à l'environnement, vingt ans après

Dominique Bureau et Patrick Point

Les risques industriels et le prix des logements

Le prix des logements à proximité d'installations industrielles dépend de la perception du risque par les riverains. Cependant, sur les trois sites étudiés (près de Bordeaux, Dunkerque et Rouen), les incidents locaux, la catastrophe d'AZF ou les dispositifs d'information ne modifient pas les prix.

Céline Grislain-Létrémy et Arthur Katosky

Comment les individus valorisent-ils les décès associés à la pollution atmosphérique ? Une comparaison de trois scénarios hypothétiques

Cet article s'intéresse à la valorisation économique d'une réduction du risque de mortalité associé à la pollution atmosphérique. Il teste l'effet d'une modification du contexte de l'évaluation hypothétique en confrontant trois scénarios : un médicament, un déménagement et des réglementations.

Dominique Ami, Frédéric Aprahamian, Olivier Chanel et Stéphane Luchini

Identification et analyse des préférences lexicographiques en évaluation économique

Cet article présente différentes manières d'identifier les préférences lexicographiques et d'analyser les comportements sous-jacents dans le cadre d'une évaluation économique employant la méthode des choix multi-attributs. Les résultats sont issus d'une étude sur la gestion d'une forêt littorale.

Bénédicte Rulleau et Jeanne Dachary-Bernard

Évaluation des aménités urbaines par la méthode des prix hédoniques : une application au cas de la ville d'Angers

La méthode des prix hédoniques permet de quantifier la préférence des résidents angevins pour la proximité des grands espaces verts. Cette méthode est mise en oeuvre en tenant compte de la double nature spatiale et endogène des variables qui mesurent les caractéristiques des logements

Muriel Travers, Gildas Appere et Solène Larue

Résumés

Les ajustements individuels de prix à la consommation en France : de nouveaux résultats sur la période 2003-2011

Nicoletta Berardi, Erwan Gautier et Hervé Le Bihan

Comment et à quelle vitesse les prix s'ajustent-ils? Cette étude examine la question à l'aide des relevés individuels de prix à la consommation en France, dans le but de mettre à jour de nouveaux faits et d'éclairer la dynamique de l'inflation.

Chaque mois, sont modifiés, en moyenne, environ 17 % des prix. La taille moyenne des changements de prix est proche de 10 %. Les petits changements, inférieurs à 1 %, représentent un dixième de l'ensemble. Les soldes et promotions jouent un rôle important mais moindre qu'aux États-Unis : 17 % des changements de prix en France sont liés aux soldes ou promotions contre 30 % aux États-Unis. La mise en place de la loi de modernisation de l'économie (LME) a peu affecté cette différence. Enfin, une part importante des changements de prix ont lieu à l'occasion des remplacements de produits.

Les relevés individuels de prix permettent de séparer les marges extensive et intensive des variations de l'inflation, dues respectivement à la fréquence et au niveau des changements de prix, ainsi que la contribution des soldes et remplacements de produits. Les variations de la taille moyenne des hausses et des baisses de prix liées aux soldes et promotions contribuent fortement à la volatilité de l'inflation mensuelle. Une fois exclus les soldes et promotions, la variabilité de l'inflation est davantage corrélée à celle de la fréquence des hausses et des baisses de prix. Les remplacements de produits contribuent faiblement aux variations mensuelles de l'inflation mais ils contribuent positivement à son niveau moyen. Le pic de changements en janvier (notamment des hausses) joue également un rôle significatif sur le niveau moyen de l'inflation.

Malgré l'ampleur de la récente crise économique, le comportement d'ajustement de prix a été peu modifié : la fréquence des baisses de prix a légèrement augmenté alors que la taille des changements de prix a faiblement diminué.

L'impact local des radars fixes sur les accidents de la route : un effet important après l'installation, mais plus réduit à long-terme

Sébastien Roux et Philippe Zamora

À partir de 2002, la politique de sécurité routière s'est fortement appuyée sur le renforcement du contrôle de la vitesse, et notamment sur le renforcement des contrôles radars, à la fois fixes ou mobiles. Évaluer rigoureusement l'impact des seconds est difficile car il s'agit d'un effet diffus et non localisé. En revanche, l'effet des radars fixes peut-être quantifié de manière plus précise en étudiant l'évolution du nombre d'accidents sur les sites qui en ont été équipés par rapport aux sites qui ne l'ont pas été. Tel est l'objet de cet article. Nous proposons une mesure de l'effet local sur les accidents de la route des radars automatiques vitesse fixes installés en France à partir de 2003. Les accidents sont mesurés dans chaque commune sur une base mensuelle ou trimestrielle de 1998 à 2007. Nous nous appuyons sur un modèle semi-paramétrique très flexible décrivant l'occurrence des accidents et l'effet que les radars peuvent avoir sur eux. Les paramètres du modèle sont estimés en appliquant la méthode des moments généralisés non-linéaires. Nous montrons que l'installation de radars fixes dans les communes de moins de 6 000 habitants diminue de 13 à 17 % le nombre d'accidents corporels, et de 50 à 75 % le nombre de décès au cours des premiers mois suivant leur installation. Cet effet décroît au-delà de six mois, tout en restant substantiel : une réduction de 11 % pour les accidents et de 25 % à 50 % pour les décès, par rapport à une situation sans radar fixe. À notre connaissance, la diminution de l'impact des radars au cours du temps est rarement constatée dans la littérature internationale, qui examine le plus souvent les conséquences de court terme. Au final, en extrapolant jusqu'en 2011 les résultats obtenus sur la période 1998-2007 dans cette étude, l'installation des radars fixes dans les communes de moins de 6 000 habitants aurait évité environ 740 décès, 2 750 blessés graves et 2 230 accidents entre 2003 et 2011 .

Les risques industriels et le prix des logements

Céline Grislain-Létrémy et Arthur Katosky

Le prix des logements peut diminuer du fait de la proximité d'installations industrielles. Cet effet dépend de la perception du risque par les riverains et est donc potentiellement modifié par des événements changeant la perception du risque, tels que les plans de prévention des risques technologiques en France. L'impact de ces plans est difficile à estimer, car les plans mis en œuvre en zones urbanisées sont récents. Cependant, l'analyse d'autres événements modifiant la perception du risque permet d'apporter des premiers éléments de réponse.

Les trois zones urbanisées étudiées sont situées à proximité d'installations industrielles dans les agglomérations françaises de Bordeaux, Dunkerque et Rouen. La méthode des prix hédoniques permet d'estimer l'effet de la proximité des usines sur les prix des logements. Les résultats suggèrent que les écarts de prix ne sont modifiés ni par les incidents locaux, ni par la catastrophe d'AZF, ni par les dispositifs d'information, ni par la mise en place du régime d'assurance des catastrophes technologiques.

Comment les individus valorisent-ils les décès associés à la pollution atmosphérique ? Une comparaison de trois scénarios hypothétiques

Dominique Ami, Frédéric Aprahamian, Olivier Chanel et Stéphane Luchini

La valorisation économique d'une diminution du risque de mortalité recourt de plus en plus fréquemment aux techniques d'évaluation contingente. Celles-ci consistent à interroger un échantillon d'individus sur leur « consentement à payer » (CAP) pour réduire ce risque à partir de scénarios hypothétiques. Les CAP dépendent toutefois de nombreux facteurs et notamment de la nature du risque sous-jacent et du scénario proposé pour le réduire. Cet article s'intéresse à la diminution du risque de mortalité associé à une exposition à la pollution atmosphérique et teste l'effet d'une modification du contexte d'évaluation hypothétique à travers trois scénarios : un nouveau médicament, un déménagement et de nouvelles réglementations. Pour analyser les CAP déclarés dans les différents scénarios, nous définissons un cadre d'analyse unifié, théorique puis économétrique, qui prend en compte les préférences des participants pour le présent, ainsi que celles des autres membres du ménage. Deux résultats en découlent. Les taux d'actualisation implicites estimés, spécifiques à chacun des scénarios hypothétiques, se révèlent significativement différents. De l'ordre de 7 % pour le scénario « déménagement », ils sont respectivement de 24 % et 26 % pour les scénarios « médicament » et « réglementation ». Il en résulte des « valeurs d'évitement d'un décès » (VED) moyennes très différentes entre le scénario « déménagement » (801 000) d'une part, et les scénarios « médicament » (299 000) et « réglementation » (252 000) d'autre part.

Identification et analyse des préférences lexicographiques en évaluation économique

Bénédictte Rulleau et Jeanne Dachary-Bernard

Arbitrer entre différentes politiques de protection et d'aménagement des espaces naturels nécessite de connaître les préférences de leurs usagers. Or, la mesure des consentements à payer pose problème lorsque les préférences individuelles ne respectent pas certains des axiomes usuels de rationalité. L'un d'entre eux, l'axiome de continuité, stipule qu'il est toujours possible de compenser la baisse de la quantité consommée d'un bien ou d'un attribut d'un bien par une plus forte quantité d'un autre bien ou d'un autre attribut. Lorsqu'il est violé, on parle alors de préférences « lexicographiques ».

Cet article repose sur une enquête mobilisant la méthode des choix multi-attributs (*choice experiment*). Nous distinguons une lexicographie dite « déclarée », lorsque les individus déclarent privilégier certains attributs dans la formulation de leurs choix entre les différentes alternatives, et une lexicographie dite « apparente », révélée par les choix effectivement réalisés. Les deux notions ne se recouvrent que partiellement ou peuvent le faire sans être pour autant cohérentes si les déclarations des enquêtés ne sont pas en accord avec leurs choix, ce qui conduit à définir un troisième type de lexicographie, dite « croisée ».

On examine la fréquence et les déterminants de ces différentes lexicographies dans un contexte particulier, celui de la fréquentation d'une forêt littorale. Dans ce contexte, la lexicographie, quelle que soit sa forme, apparaît très répandue. La lexicographie déclarée concerne 41 % des individus, et la lexicographie apparente 72,5 %. Mais 31 % des individus enquêtés présentent simultanément ces deux formes de lexicographie, et seulement 60 % d'entre eux sont « cohérents » entre leurs choix lexicographiques et leurs déclarations. Les résultats économétriques montrent qu'une moindre connaissance du bien évalué et une moindre facilité à répondre au questionnaire apparaissent comme les deux principaux facteurs explicatifs de la lexicographie croisée.

Évaluation des aménités urbaines par la méthode des prix hédoniques : une application au cas de la ville d'Angers

Muriel Travers, Gildas Appere et Solène Larue

La question des choix résidentiels des ménages constitue l'une des problématiques centrales de l'économie urbaine actuelle. Si les premiers modèles monocentriques se focalisaient sur l'arbitrage des ménages entre les coûts de localisation et les coûts de déplacements entre le domicile et le lieu de travail supposé se situer au centre-ville économique, les travaux plus récents cherchent à dépasser ce cadre simplificateur afin de rendre compte des évolutions urbaines actuelles et des différences observées entre les villes européennes et nord-américaines. En particulier, la prise en considération du rôle des aménités urbaines et naturelles améliore le pouvoir explicatif de ces modèles théoriques urbains.

Largement utilisée dans le domaine de l'évaluation environnementale, la méthode des prix hédoniques peut apporter des éléments pertinents à cette problématique urbaine. Développée par Rosen (1974), elle permet de mesurer, à partir des comportements des ménages, la valeur que ces derniers accordent aux différentes caractéristiques intrinsèques et extrinsèques des logements, en particulier aux différentes aménités naturelles ou construites. L'estimation de ces prix hédoniques doit tenir compte du double caractère spatial et endogène des caractéristiques des logements : des estimations naïves par moindres carrés ordinaires sont potentiellement biaisées. Corriger ces biais requiert l'utilisation de la méthode FGS2SLS proposée par Fingleton et Le Gallo (2008), combinant variables instrumentales et correction de l'autocorrélation spatiale.

Cette méthode est mise en œuvre dans le cas de la ville d'Angers : avec un centre bien pourvu en aménités historiques, il est en effet typique du cas européen. Au-delà du rôle prépondérant des caractéristiques intrinsèques des logements, la valorisation par les ménages des aménités « vertes » telles que les espaces verts souligne la complexité de l'espace urbain angevin.
